

## **Élargissement de l'A-15 à Laval : UN GESTE IRRESPONSABLE TANT POUR LES FINANCES PUBLIQUES QUE POUR LE RESPECT DES ORIENTATIONS DU PMAD**

**Montréal, le 24 janvier 2012** - TRANSIT, l'Alliance pour le financement des transports collectifs au Québec lance un avertissement au gouvernement du Québec : alors que ce dernier cherche les milliards de dollars pour entreprendre les nombreux projets de réfection des réseaux de transport, il serait très mal avisé de dépenser plusieurs centaines de millions pour élargir les autoroutes. Et ce, d'autant plus que le projet d'élargissement de l'autoroute 15, avec l'ajout d'une 4<sup>e</sup> voie pour les voitures sur la Rive-Nord, va directement à l'encontre des orientations et des objectifs du Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD) de la région, adopté à la quasi unanimité en décembre dernier. Ce Plan vise en effet à développer les axes de transports collectifs pour permettre à 35% des citoyens de la région de se déplacer ainsi en 2031, à aménager des quartiers pour favoriser la mobilité durable et à limiter l'étalement urbain, ce qui constitue une solution durable à la congestion.

« Ajouter des voies de circulation automobile pour les navetteurs ne réduit pas durablement la congestion. Pis encore, cela entrave la circulation des marchandises en ajoutant des voitures et en faisant grossir le problème d'embouteillage à moyen terme. Ce n'est qu'une façon de pelleter le problème en avant. Pour régler les problèmes de congestion, il faut changer nos façons de faire, et c'est le développement des transports collectifs qui nous permettra d'y arriver » avance Christian Savard, directeur général de Vivre en Ville.

« Ça serait un très mauvais signal pour la région que le premier projet routier annoncé après l'adoption du PMAD soit à l'opposé du virage que la CMM souhaite entreprendre et que les citoyens exigent », ajoute Luc Rabouin, directeur général du Centre d'écologie urbaine de Montréal. « Et les automobilistes continueront d'être otages des travaux routiers, parce qu'on ne développe pas d'alternative. C'est pourtant la meilleure occasion de développer le transport collectif! »

Selon TRANSIT, dans le contexte de vétusté des infrastructures et de gestion serrée des finances publiques, le gouvernement doit arrêter le développement autoroutier dans les grandes villes et plutôt investir les sommes dans la réfection des routes et le développement des transports collectifs. Cette demande fait d'ailleurs l'objet d'un vaste consensus autant dans les milieux d'affaires, de santé, des ingénieurs que des groupes environnementaux.

« C'est une question de gros bon sens », ajoute Coralie Deny, directrice générale du Conseil régional de l'environnement de Montréal. « Alors qu'il est clair qu'on peine à financer la réfection des routes actuelles, personne n'a démontré qu'on a, collectivement, les moyens de poursuivre l'élargissement et l'agrandissement de routes partout, sachant qu'il faudra ensuite les entretenir. Il faut remettre en état nos infrastructures actuelles et trouver des solutions de transport plus économes. Les transports collectifs sont en ce sens beaucoup plus rentables puisqu'ils coûtent trois fois moins cher par déplacement, et apportent trois fois plus de retombées pour l'économie québécoise. »

Pour Karel Mayrand, directeur pour le Québec de la Fondation David Suzuki, « le secteur du transport a connu la plus forte croissance d'émissions au Québec depuis 1990 et représente maintenant 43% de nos émissions de gaz à effet de serre. En investissant dans le développement de nouvelles routes, le MTQ court-circuite les efforts de réduction des émissions du gouvernement et rend la cible de -20% pour 2020 de plus en plus difficilement atteignable. »

### **À propos de TRANSIT**

Dans le contexte actuel de crise des infrastructures de transports, TRANSIT se veut un lieu de convergence des analyses et des solutions en matière de transports durables au Québec. Sa mission est de favoriser le développement et l'amélioration des services de transports collectifs au Québec, en s'assurant qu'ils reçoivent le financement nécessaire pour permettre au plus grand nombre possible de citoyens d'en bénéficier. Plus de quarante organisations réparties sur tout le territoire du Québec sont membres de TRANSIT, qui compte également sur le soutien d'un comité d'experts en matière de transports et d'urbanisme.

Depuis sa création, TRANSIT a fait état de plusieurs recommandations pour pallier la crise des transports et aider le gouvernement et les organisations de transport à atteindre leurs objectifs d'achalandage d'ici 2020, dont l'ajout d'une série de mesures de mitigation supplémentaires pour la région montréalaise, un moratoire sur le développement des infrastructures routières dans les régions urbaines au profit de la réfection des routes et des transports collectifs et le prolongement et l'augmentation du financement de la politique québécoise sur le transport collectif via le Fonds vert.

Pour devenir membre, pour consulter la liste des organismes membres et lire les publications : [www.transitquebec.org](http://www.transitquebec.org).

- 30 -

### **Renseignements :**

Philippe Cousineau Morin  
514.799.1906  
info@transitquebec.org